

Europa jaratouna*

Le soleil pour soutenir les agriculteurs libanais

Agriculture RAMseS est un projet pour trouver des solutions écologiques et à moindre coût aux problèmes économiques et environnementaux auxquels sont confrontés les agriculteurs.

Antoine AJOURY

En ce mois d'août, la température atteint facilement 35 degrés à Achkout, au couvent Saints-Sarkis-et-Bachus. Dans le ciel d'un bleu éclatant, aucun nuage ne cache le soleil. Une journée idéale pour inaugurer le projet RAMseS (Renewable Energy Agricultural Multipurpose System for Farmers), soutenu et financé par l'Union européenne.

Les objectifs du projet sont multiples. RAMseS vise d'abord et de manière générale à économiser la consommation d'éner-

gies fossiles. Il vise en outre la diminution des coûts de la production agricole du couvent, situé à 1 000 mètres d'altitude. Sa conception a été étudiée de manière à avoir un système intégral et simple, facile à utiliser, à gérer et surtout à entretenir.

« Le couvent a immédiatement accepté de participer à ce projet que nous trouvons approprié à notre situation. Nous avons des vignes et des oliviers. Economiser de l'argent tout en préservant l'environnement était un pari que nous souhaitions relever », affirme le père Paul Assaf, en charge des

terrains agricoles du couvent. Pour Toufic Asmar, coordinateur de RAMseS, l'enjeu du projet est de disposer d'un ensemble de techniques pour créer un système multifonctionnel, à utilisation pratique et dont le coût est abordable. « Ce projet est né des problèmes actuels que rencontrent les agriculteurs : la hausse du prix de l'essence et du mazout, les effets du changement climatique, les coupures fréquentes du courant électrique, etc. », ajoute M. Asmar. Selon lui, l'intérêt de RAMseS est de jeter les fondements d'un développement durable pour les agriculteurs à travers les énergies renouvelables.

Pour ce faire, le projet crée d'abord de l'électricité à partir de l'énergie solaire. « Nous avons 72 panneaux solaires photovoltaïques dirigés vers l'Est avec une inclinaison de 35 degrés, explique l'ingénieur Daniel Geha. Dans ce domaine, il s'agit d'un des plus importants projets réalisés au Liban jusqu'à présent. Or, il n'est pas d'une ampleur exceptionnelle, ce qui montre bien en fait le retard que notre pays affiche en la matière. »

La production de l'installation électrique est de 50 ampères, utilisable de différentes manières. Elle peut d'abord être utilisée pour alimenter le couvent en électricité, et notamment pour la production du vin et du fromage. Pour le couvent, le système « multifonctionnel » présente l'avantage d'une certaine flexibilité. Le système reste en effet relié à l'infrastructure existante. En cas de besoin, le couvent peut prendre du courant électrique de l'EDL (l'Électricité du Liban).

En principe, explique M. Geha, le couvent pourrait également fournir de l'électricité sur le même réseau pour les voisins ou pour le village. « Malheureusement, la loi actuelle interdit une telle pratique. Il faut œuvrer pour un changement législatif. En conjuguant l'effort privé au public, nous pouvons encourager la production électrique avec des moyens non polluants », ajoute-t-il.

L'électricité créée servira également à alimenter un tracteur qui fonctionne lui aussi à l'énergie solaire. Ce véhicule multifonctionnel peut semer, défricher, arroser ou encore être utilisé pour l'épandage d'insecticides ou comme transporteur de marchandises. Le tracteur a une autonomie de 4 à 8 heures de travail. Il roule à une vitesse variant entre 15 et 45 km/h. Et, cerise sur le gâteau, il est silencieux. Une qualité que le père Paul Assaf met en exergue en sortant l'ancien tracteur du couvent. La différence est claire. Pour Saïd Chehab, président de l'Almee, « la nuisance sonore est une forme de pollution ». Et le fait que ce tracteur soit silencieux rend ce projet encore plus crédible en matière de protection de l'environnement.

Last but not least, ce système global permet également le stockage de l'électricité produite dans des batteries qui seront utilisées ultérieurement en cas de besoin. Les batteries sont notamment utilisées pour faire fonctionner le tracteur.

Reste à savoir le prix de toute cette installation. Selon M. Geha, le système photovoltaïque coûte aux alentours des 100 000 dollars, entre la recherche et l'installation. Les

instruments peuvent facilement être utilisés durant 25 ans, sans aucun entretien particulier. En outre, le véhicule agricole vaut dans les 40 000 dollars.

Reste, néanmoins, que l'utilisation de batteries pourrait faire froncer les sourcils aux plus écolos. Mais, pour Toufic Asmar, les critiques concernant leur utilisation ne sont pas pertinentes. « Il y a évidemment une pollution originelle dans la fabrication des batteries qui sont la seule partie nuisible du projet. Mais l'important est la bonne gestion du stade final de recyclage », affirme-t-il. Même son de cloche chez Saïd Chehab. « Les différentes composantes de la batterie sont recyclables, comme le plastique et le plomb. En outre, celles utilisées par ce projet ne contiennent pas d'acide, mais du gel spécial », explique-t-il. En tout état de cause, même si ce projet n'est



Le véhicule multifonctionnel qui roule à l'énergie solaire peut semer, défricher, arroser ou encore être utilisé pour l'épandage d'insecticides ou comme transporteur de marchandises.

Photos Antoine Ajoury

pas parfait sur le plan environnemental, il a au moins le mérite d'être pionnier dans le secteur de l'agriculture. Un système permettant d'économiser, même partiellement, l'usage d'énergies fossiles est préférable à une absence totale d'initiative dans ce domaine, ajoute également M. Chehab. Selon lui, « il ne faut pas oublier que l'un des buts de RAMseS est d'inciter les gens à prendre conscience des moyens et des méthodes accessibles pour préserver l'environnement. Ce projet réalise

à merveille cet objectif ». Et Naji Tannous, membre de la LGBC (Lebanese Green Building Council), de conclure : « Il est temps de faire pression sur l'État libanais pour créer un centre de recyclage. »



EUROPA JARATOUNA
www.eurojar.org

*Europa jaratouna est un projet médiatique initié par le consortium L'Orient-Le Jour, al-Hayat, LBCI et élaboré avec l'aide de l'Union européenne. Il traite des actions de l'UE dans 8 pays du sud de la Méditerranée. Pour en savoir plus, visitez le site www.eurojar.org. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de L'Orient-Le Jour et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.

Quelques chiffres

Lors de la conférence de presse consacrée au lancement du projet RAMseS, Fadi Karam, chercheur au LARI (Lebanese Agricultural Research Institute), a brossé un tableau de l'état de l'agriculture au Liban. Selon lui, les terres cultivables au pays du Cèdre représentent 31,5 % de la superficie totale du Liban. Mais seulement 56 % de ces terres sont actuellement utilisées. 45 % de ces terrains utilisent un système d'irrigation, l'autre partie étant irriguée naturellement. Les forêts ne représentent que 7 % de la superficie du Liban.

M. Karam estime par ailleurs que la surface réduite des terrains agricoles est due à l'urbanisation galopante ainsi qu'à la géographie du pays, sans oublier la fragmentation des terres. Concernant les récoltes, 27 % sont des céréales, 29 % des légumes et 41 % proviennent des arbres fruitiers. L'agriculture représente 7 % de la force de travail au Liban, alors que 3 % de la population libanaise vit de ce secteur. Enfin, la population rurale a rétréci à 12 %, 88 % des Libanais vivant actuellement dans les villes.

Les partenaires

Onze partenaires ont participé à la réalisation du projet RAMseS. Parmi eux, trois sont libanais, deux sont jordaniens et un est marocain.

Deart : Agricultural Economics and Land Use Department, de la faculté d'agriculture à l'Université de Florence. Deart est le coordinateur principal du projet, dirigé par l'agronome Toufic el-Asmar.

Crear : Research Center for Renewable Energy, assiste Deart dans les activités concernant le design et le développement du véhicule multifonctionnel. De même pour **NERC** : National Energy Research Center, en Jordanie.

Tudor : Sociedad Espanola del Acumulador Tudor, développe les batteries utilisées dans le projet.

LARI : Lebanese Agricultural

Research Institute, est impliqué dans le design du prototype ainsi que dans le développement de tests sur le site.

Almee : Association libanaise pour la maîtrise de l'énergie et de l'environnement, participe pratiquement à toutes les étapes du projet. Elle est aidée par le **CDER**, Centre de développement des énergies renouvelables, du Maroc.

ADM Electric : participe à l'élaboration du système photovoltaïque.

Ibmer : Institute for Building Mechanization and Electrification of Agriculture, a contribué à compléter le véhicule par des machines agricoles. Ont également participé au projet **Nicert**, Northern Ireland Center for Energy Research and Technology, ainsi que le jordaniens **RSS**, Royal Scientific Society.

Terrorisme

Premier attentat-suicide à Nouakchott, la France visée

Mauritanie Un jeune homme s'est fait exploser près de l'ambassade de France, blessant légèrement trois personnes.

Pour la première fois de son histoire, la Mauritanie a été le théâtre d'un attentat-suicide commis samedi par un jeune homme qui s'est fait exploser près de l'ambassade de France à Nouakchott, blessant légèrement deux gendarmes français et une Mauritanienne.

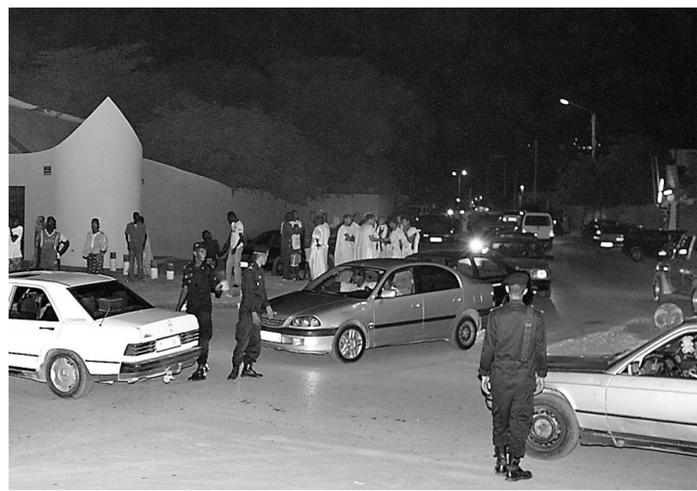
Une source policière a assuré à l'AFP que le kamikaze était un Mauritanien né en 1987 et « formellement identifié comme un membre de la mouvance jihadiste ».

Hier, au premier jour de la semaine dans la République islamique de Mauritanie, ex-colonie française indépendante depuis 1960, la vie s'écoulait de nouveau paisiblement dans la capitale. Dans les rues dépourvues de barrages, les véhicules militaires étaient rares.

Les responsables sécuritaires interrogés par l'AFP ne souhaitent pas s'exprimer. Mais des passants s'effrayaient de cette nouvelle action visant des étrangers, un mois et demi après l'assassinat d'un Américain revendiqué par el-Qaëda au Maghreb islamique (AQMI).

« Nous sommes des musulmans tolérants, insistait Aicha Sy, une « ménagère ». Celui-là (le kamikaze) n'a plus l'âme mauritanienne, du fait du lavage de cerveau qu'il a subi hors de notre pays. Ils disent que c'est dans le désert algéro-malien... »

Le jeune terroriste présumé s'est tué samedi soir en actionnant une ceinture d'explosifs, au passage de deux gendarmes mobiles français affectés à la sécurité de l'ambassade de France. Ces Français qui terminaient leur jogging ont été légèrement blessés par des éclats et par le souffle de l'explosion, selon la



La police mauritanienne contrôle le quartier qui entoure l'ambassade de France à Nouakchott. (Waf Abdel Jellil/AFP)

Direction générale de la gendarmerie française, de même qu'une Mauritanienne.

À Paris, le parquet antiterroriste a aussitôt ouvert une enquête.

Des enquêteurs français s'étaient déjà rendus en Mauritanie, fin 2007, quand quatre touristes français y avaient été tués par des Mauritanien présumés proches d'AQMI.

La France a « réaffirmé » hier « sa détermination à lutter contre le terrorisme aux côtés des autorités et du peuple mauritanien ». Le secrétaire d'État français à la Coopération, Alain Joyandet, a affirmé de son côté : « Je crois que l'attentat est surtout en relation avec l'élection du président Mohammed Ould Abdel Aziz qui a indiqué qu'il était déterminé à s'attaquer à el-Qaëda.

Evidemment, la France s'est réjouie de cette position, donc, dire que la France est visée, on ne peut pas dire le contraire. »

Pour le journaliste mauritanien Isselmou Ould Moustapha, qui suit les questions de terrorisme pour *Tabalil bebdou*, c'est bien la France qui était visée du fait notamment de « l'appui fort fourni au Mali » contre el-Qaëda. « Dans le nord du Mali, depuis l'exécution d'un otage britannique (en juin), les unités d'el-Qaëda sont soumises à de fortes pressions de la part de l'armée malienne – soutenue par la France – et de milices arabes », a assuré ce journaliste interrogé par l'AFP. « Du coup, des jeunes qui étaient regroupés dans des camps d'entraînement et des bases militaires au

nord Mali rentrent dans leurs pays : l'Algérie, le Tchad, le Niger ou la Mauritanie », a-t-il assuré.

Le pays attendait la réaction de son nouveau dirigeant, l'ex-général putschiste Mohammed Ould Abdel Aziz, qui avait renversé il y a un an le président Sidi Ould Cheikh Abdallah, avant d'être élu en juillet à la tête de l'État.

« Il s'agit chez nous d'un terrorisme naissant, avait récemment déclaré M. Ould Abdel Aziz dans un entretien au magazine *New African*. « Comme tous les pays, nous avons une jeunesse parfois égarée, qui se trouve prise dans les mailles du filet, avait-il ajouté. Elle est alors embrigadée, entraînée, et se retourne parfois contre son propre pays. »

Le cerveau de l'attentat de Djakarta aurait été tué par la police

Indonésie Les autorités attendent les résultats des tests ADN pour confirmer la mort de Noordin Top.

L'homme le plus recherché d'Indonésie, Noordin Mohammad Top, suspecté d'être le cerveau du double attentat meurtrier de Djakarta en juillet, a été tué samedi lors d'un assaut de la police dans le centre de l'île de Java, selon une télévision locale.

La chaîne Metro TV n'a pas cité ses sources et la police n'a pas confirmé l'information, donnée alors que des ambulances arrivaient à la planque supposée de Noordin Mohammad Top, une modeste habitation dans le village de Beji, région rurale du centre de Java. La police indonésienne a toutefois annoncé hier attendre l'éventuelle confirmation, par des tests ADN, de la mort de Noordin Mohammad Top, qui pourrait prendre deux semaines.

Au moins trois personnes ont été tuées dans l'assaut, selon un journaliste de l'AFP qui a vu deux sacs mortuaires sortis de la maison et le cadavre d'une troisième personne allongé à l'extérieur.

La police, qui avait arrêté deux suspects vendredi à proximité, a donné l'assaut tôt samedi à la maison, après 17 heures d'un siège débuté vendredi, mené par plus de 75 policiers, et émaillé de nombreux échanges de tirs et d'explosions. Des tirs soutenus ont été ensuite entendus, alors que l'unité d'élite antiterroriste de la police ouvrait le feu sur la maison. Des témoins

ont ensuite vu des policiers y pénétrer. Quatre ou cinq personnes se trouvaient à l'intérieur, avait indiqué plus tôt la police qui n'a pas confirmé la présence de Noordin Mohammad Top, un islamiste radical tenu pour responsable des principaux attentats perpétrés en Indonésie ces dernières années.

De nationalité malaisienne, Noordin Mohammad Top est, selon les experts, l'un des principaux organisateurs des attentats meurtriers perpétrés par la Jamaa islamiyah (JI) au début de la décennie, dont ceux de Bali (202 morts en 2002) et de l'hôtel Marriott de Djakarta (12 morts en 2003). Cet ancien comptable de 40 ans est également suspecté d'être le cerveau du double

voyaient de lancer un attentat-suicide à la voiture piégée près de la capitale indonésienne dans les « deux semaines à venir ». Selon Bambang Hendarso Danuri, chef de la police, les deux hommes ont été abattus alors qu'ils s'apprêtaient à faire exploser des bombes artisanales durant le raid policier, qui a permis de découvrir une cache d'explosifs de l'organisation de Noordin Mohammad Top, contenant une bombe de 100 kg, des engins piégés et une voiture « aménagée en bombe mobile ». Les deux hommes sont soupçonnés d'avoir participé à l'attentat contre l'ambassade d'Australie à Djakarta en 2004 (10 morts).

Trois autres hommes, dont celui qui avait réservé la chambre utilisée par les kamikazes lors du double attentat de Djakarta, ont également été arrêtés plus tôt, a indiqué la police.

Avant le double attentat de juillet à Djakarta, l'Indonésie avait réussi, ces dernières années, à ne plus apparaître comme un pays à hauts risques terroristes après avoir porté de rudes coups aux mouvements islamistes clandestins responsables d'une vague d'attentats au début des années 2000.

Des centaines d'activistes ou sympathisants avaient été arrêtés, mais certains de leurs leaders, comme Noordin Top, restaient introuvables.



Des villageois observent la police en action dans le village de Beji, en Indonésie. (Romeo Gocad/AFP)

attentat ayant visé deux hôtels de luxe de Djakarta le 17 juillet (7 morts).

La police a également affirmé avoir tué, lors d'une opération à Djakarta, deux kamikazes présumés qui pré-

En bref

PAKISTAN Combats entre talibans après la mort de leur chef Mehsud

La situation semblait confuse hier chez les talibans pakistanais, qui auraient, selon les autorités, commencé à s'entretenir pour la succession de leur chef Baitullah Mehsud, probablement mort mercredi dans un tir de missile américain. Le ministre de l'Intérieur, Rehman Malik, a indiqué que ses services cherchaient à confirmer des informations faisant état de violents combats entre deux commandants talibans, successeurs potentiels de Mehsud, dans la zone tribale reculée du Sud-Waziristan. L'un de ces deux commandants – Wali-ur Rehman et Hakimullah – aurait été tué dans ces affrontements, a ajouté M. Malik, sans plus de précisions. Les commandants du Mouvement des talibans du Pakistan (TTP), le plus important réseau taliban du pays, seraient rassemblés depuis plusieurs jours pour désigner un successeur à Baitullah Mehsud.

ESPAGNE Attentat à la bombe à Majorque

Une bombe a explosé hier dans un restaurant du front de mer de Palma de Majorque. Des médias ont rapporté que le restaurant avait été préalablement évacué à la suite d'un appel téléphonique d'un correspondant se réclamant de l'organisation séparatiste basque ETA qui avait prévenu de l'imminence de l'explosion. Aucun blessé n'a été signalé. Cet attentat et deux autres attentats à la voiture piégée imputés ces deux derniers mois à l'ETA ont été revendiqués par l'organisation dans un communiqué publié hier.